



# LETTRE D'ACTUALITÉS

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 50 – Semaines du 13 au 24 mars 2023

## SOMMAIRE

### Environnement & Climat

- ❖ Le GIEC fait de la lutte contre la déforestation et de la transition énergétique des transports des priorités pour le climat au Brésil.

### Énergie

- ❖ Le MME lance un programme de soutien au secteur du gaz naturel brésilien.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Le groupe Via Appia remporte le PPP de la Rodoanel Norte, à São Paulo.
- ❖ Des géants de l'agroalimentaire s'allient pour créer Strada, entreprise de logistique.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Une étude met en évidence les disparités entre les 100 plus grandes villes du Brésil en matière d'eau et d'assainissement.

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ L'Amazonie a concentré 90% des incendies au cours des deux premiers mois de 2023.
- ❖ La BNDES bloque les financements des acteurs impliqués dans la déforestation illégale.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

## Environnement & Climat

### Le GIEC fait de la lutte contre la déforestation et de la transition énergétique des transports des priorités pour le climat au Brésil

Publié le 20 mars, le **rapport de synthèse du 6<sup>ème</sup> cycle d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC)** des Nations unies rend compte d'une **augmentation de 1,9°C de la température globale lors de la dernière décennie** (par rapport à la période 1850-1900), et insiste sur le fait que **le changement climatique est dû « sans équivoque » aux activités humaines.**

Estimant que **les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites d'au moins 48% d'ici 2030** pour que le réchauffement climatique ne dépasse pas 1,5°C – soit l'engagement pris dans le cadre de l'Accord de Paris, à l'horizon 2100 – le rapport souligne l'existence de **nombreuses ressources et actions possibles pour réduire les émissions** et adapter les systèmes socio-économiques.

**Concernant le Brésil**, la chercheuse et relectrice du rapport du GIEC, Mme Mercedes Bustamante, considère que **les deux leviers principaux de la lutte contre le changement climatique sont la réduction de la déforestation et le développement des énergies renouvelables, en particulier dans le secteur des transports.** D'une part, la protection de la forêt sur pieds, voire la reforestation, apparaissent stratégiques, alors que l'augmentation de la température à la surface de la Terre réduit l'efficacité des puits de carbone (océans, biosphère). D'autre part, les **transports -notamment les flux de marchandises par camions- reposent encore largement sur le diesel, combustible fossile, et représentent à ce titre un second levier d'action majeur de la transition énergétique.** La chercheuse a par ailleurs cité l'importance de **réduire les émissions de méthane, majoritairement liées à l'élevage.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Énergie

### Le MME lance un programme de soutien au secteur du gaz naturel brésilien

Le ministre des Mines et de l'Énergie, M. Alexandre Silveira, a annoncé le 17 mars la création d'un **programme visant à accroître la compétitivité du secteur du gaz naturel du pays**, dénommé *Gás para Empregar* (« Gaz pour employer »). Dans un contexte de réduction des exportations de gaz naturel bolivien vers le Brésil, et de la volonté d'une plus forte intégration des marchés gaziers du Cône Sud, ce programme acte le lancement d'un **processus de réindustrialisation nationale** grâce au gaz naturel. Il

s'agit d'**exploiter le gaz naturel contenu notamment dans les gisements pré-salifères brésiliens**, actuellement largement réinjecté pour extraire le pétrole. Outre le fait qu'un approvisionnement direct permettra d'accroître la **sécurité énergétique** du pays, l'enjeu est également de proposer des **prix plus compétitifs** aux consommateurs. S'y ajoute enfin un enjeu de **sécurité alimentaire : le gaz naturel permet la production d'urée** -engrais azoté utilisé dans l'agriculture- qui est, à date, à 85% importé par le Brésil. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### Le groupe Via Appia remporte le PPP de la Rodoanel Norte, à São Paulo

Le gouvernement de São Paulo a organisé, le 14 mars, la vente aux enchères du projet de **Rodoanel Norte, tronçon Nord de 44 km du périphérique de la « grande » São Paulo** (traversant les municipalités de São Paulo, Arujá et Guarulhos). Débuté en 2013, puis suspendu en 2018 en raison de défauts techniques sur les travaux réalisés et de problématiques de fraude et de corruption, ce projet a été proposé sous la forme d'un **partenariat public-privé (PPP) de construction et exploitation, pour une durée prévue de 31 ans – avec un achèvement des travaux en 2026.**

Parmi les 4 offres reçues, **c'est Via Appia (gérée par le fonds d'investissement brésilien Starboard Asset) qui a remporté l'enchère** face à SP Flow - Mercantil do Brasil, SP Infrastructure Consortium (porté par Equipav) et l'espagnol Acciona. Si le consortium gagnant a émis une **proposition permettant au gouvernement de ne pas rémunérer mensuellement le concessionnaire** -comme c'est habituellement le cas dans les projets de PPP-, c'est la **décote du montant d'investissement de la part gouvernement** qui a conduit à l'octroi de l'enchère à Via Appia (-23,10%, sur un montant d'investissement initialement prévu de 1,4 Md BRL -248 M EUR-). Combinés, ces deux éléments représentent une

**économie de 1,6 Md BRL (283 M EUR) pour l'Etat de São Paulo.** Avec des investissements attendus de **3,4 Mds BRL (601 M EUR)**, le projet devrait générer près de **15 000 emplois** et une **réduction du trafic des camions dans la ville de São Paulo** d'environ 18 000 véhicules par jour.

Les observateurs du secteur ont enfin souligné **l'efficacité du gouvernement de l'Etat de São Paulo**, au pouvoir depuis deux mois et demi, dans le redéploiement de ce projet d'infrastructure structurant et l'octroi du marché. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

### Des géants de l'agroalimentaire s'allient pour créer Strada, entreprise de logistique

**Les groupes agroalimentaires Amaggi, ADM, Cargill, Louis Dreyfus Company et Datablog ont annoncé en mars 2023 la création de l'entreprise logistique Strada, spécialisée dans le fret routier.** Initié depuis 3 ans, le projet de création vient d'être approuvé par la Banque Centrale du Brésil, suite à l'approbation du Conseil administratif de défense économique (Cade). Réunissant 170 000 chauffeurs enregistrés et avec un budget de 10 M BRL (1,7 M EUR) pour 2023, **l'entreprise vise le transport de 40 millions de tonnes cette année.** Au-delà de l'agroalimentaire, l'objectif est d'**étendre ses activités à d'autres marchés**, tels que le ciment, l'acier ou encore les engrais. (Article [ici](#) et [ici](#))



## Eau, Assainissement, Déchets

### Une étude met en évidence les disparités entre les 100 plus grandes villes du Brésil en matière d'eau et d'assainissement

L'étude publiée le 20 mars par l'ONG Institut Trata Brasil, en partenariat avec l'entreprise de conseil GO

Associados, analyse les **indicateurs relatifs aux secteurs de l'eau et l'assainissement, au sein des 100 plus grandes villes brésiliennes (en nombre d'habitants), qui concentrent 40% de la population du pays.** Les données portent sur 2021

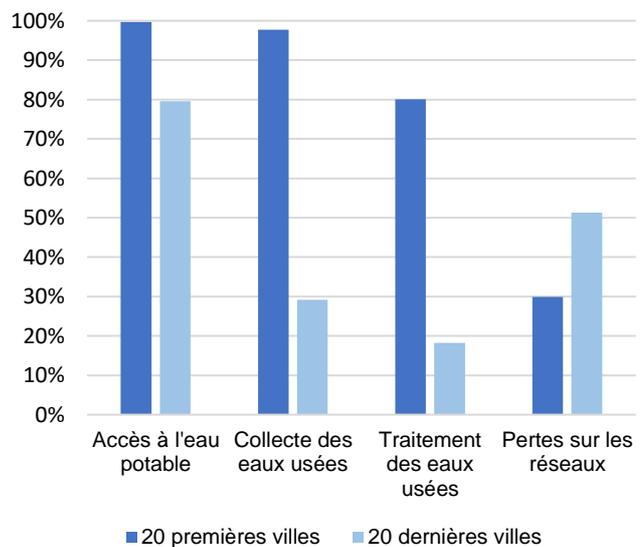
et proviennent du Système National d'Information sur l'Assainissement (SNIS).

L'étude propose notamment une **comparaison des « 20 premières » villes et des « 20 dernières » villes du classement**, autour de quatre axes. En termes d'**accès à l'eau potable**, **99,7%** de la population des 20 premières villes est desservie, **contre 79,6%** dans les 20 dernières villes. En matière de **collecte des eaux usées**, **97,7% contre 29,2%**. Concernant le **traitement des eaux usées**, **80,1% contre 18,2%**. Et enfin, en termes de **pertes sur les réseaux de distribution**, **29,9% contre 51,3%**. L'étude souligne l'**importance des montants d'investissement** dans ces résultats : si les 20 premières villes ont investi en moyenne **166 BRL (30 EUR)** par habitant dans les services d'eau et d'assainissement, ce chiffre est de **55 BRL (10 EUR)** dans les 20 dernières villes.

L'étude met également en avant de fortes **disparités géographiques** : **sur les 20 premières municipalités, 8 se trouvent dans l'Etat de São Paulo et 6 dans le Paraná** tandis que sur les 20

municipalités les plus fragiles, 4 se trouvent dans l'Etat du Pará, 4 dans l'Etat de Rio de Janeiro et 2 dans le Rio Grande do Sul ; puis la plupart dans le Nord et le Nordeste. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Accès à l'eau et l'assainissement dans les 100 plus grandes villes brésiliennes



## Amazonie & Biomes brésiliens

### L'Amazonie a concentré 90% des incendies au cours des deux premiers mois de 2023

D'après **Fire Monitor** -initiative du projet de cartographie annuelle de l'utilisation des sols au Brésil (MapBiomas), en partenariat avec l'Institut de recherche environnementale de l'Amazonie (IPAM)- **536 000 hectares dans les 6 biomes du Brésil ont été touchés par des incendies pendant les mois de janvier et février 2023** (en baisse de 28% par rapport à la même période en 2022). **Le biome amazonien concentre 90% de cette superficie**, avec 487 000 hectares brûlés (contre 654 000 sur la même période en 2022). En particulier, **79% des incendies recensés dans le biome amazonien se**

**concentrent dans 3 Etats** : Roraima (259 000 hectares), Mato Grosso (90 000 hectares) et Pará (70 000 hectares). (Article [ici](#))

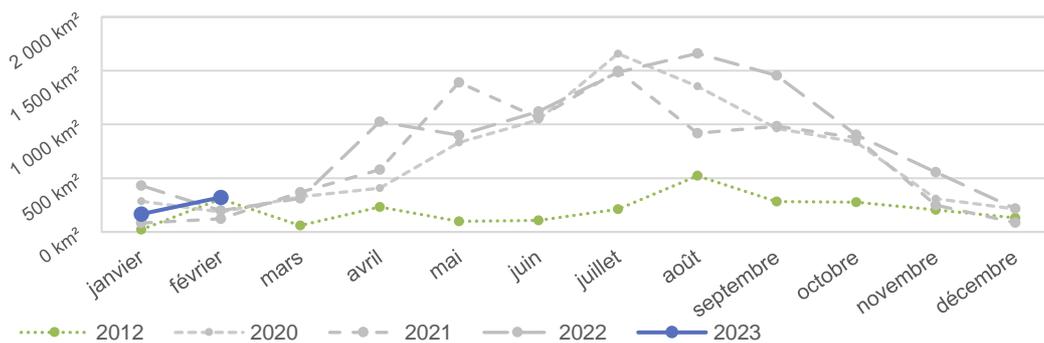
### La BNDES bloque les financements des acteurs impliqués dans la déforestation illégale

Depuis février 2023, la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) **utilise les données issues de l'imagerie satellite réalisée par le réseau MapBiomas** afin de surveiller la couverture végétale et l'utilisation des sols, et ainsi identifier les projets responsables de déforestation illégale. Le président de la BNDES, M. Aloizio

Mercadante, a souligné que l'utilisation de la technologie d'imagerie satellitaire était très efficace et présentait un **fort intérêt en complément de l'envoi d'inspecteurs *in situ***, souhaitant ainsi **engager des partenariats avec les gouvernements des Etats**, afin de compléter les données issues du réseau MapBiomass et renforcer le contrôle des projets bénéficiant de financements de la BNDES. **En mars**

**2023, la banque a -par exemple- bloqué un financement prévu de 25 M BRL (4,4 M EUR)** destiné à 58 propriétaires fonciers impliqués dans des actions de déforestation illégale. **Pour pouvoir bénéficier du financement, les propriétaires devront se conformer aux objectifs de lutte contre la déforestation** et réparer les dommages causés aux zones déforestées. (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 17 mars

**631 km<sup>2</sup>**  
en 2023

**- 20%**  
Par rapport à 2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)